

Refuser/Créer

Déclaration des responsabilités du citoyen par temps mondial critique^[1]

Nous autres, citoyens de la Terre, d’Afrique, des Amériques, d’Asie, d’Europe ou d’Océanie, de France ou d’ailleurs, de nos villes et de nos banlieues, de nos cités, de nos quartiers ou de nos favelas, de nos campagnes, de nos provinces ou de nos régions, de nos vallées ou de nos plaines, de nos côtes ou de nos montagnes,

Croyants ou incroyants, musulmans, bouddhistes, chrétiens, juifs, hindouistes, taoïstes, animistes, agnostiques, athées, etc.

Libéraux, socialistes, anarchistes, communistes, républicains, patriotes ou/et cosmopolites, décroissants, a-croissants, croissantistes éclairés, etc.

Nous avons en partage notre *refus* absolu, inconditionnel et résolu, viscéral et mental, passionné et raisonné de tout ce qui menace la dignité humaine, la paix, l’harmonie, la beauté et la survie du monde,

et la responsabilité, contre les terribles forces de destruction et de chaos qui nous assaillent, de tout faire pour *créer* les conditions de possibilité d’une belle démocratie et de jours plus heureux.

NOUS REFUSONS

I. La destruction de la planète

Nous refusons que la survie physique et l’habitabilité de la planète Terre soient chaque jour davantage mises en péril par des investissements qui détruisent irrémédiablement la nature, et qui ne sont rendus possibles que via des réseaux de corruption multiples et grâce à l’irresponsabilité complice de politiques qui ne veulent voir que le court-terme.

D’ores et déjà il n’est que trop clair que les engagements pris en décembre 2015 au Bourget, de limiter le réchauffement climatique à moins de deux degrés d’ici 2050 ne seront pas tenus. Et de très loin. Cela signifie que des centaines de millions de personnes, notamment en Asie, devront quitter leurs lieux de vie. Un milliard peut-être. Où iront ces réfugiés climatiques ? Qui les accueillera ? Cela signifie aussi que la pollution de l’air ou de l’eau qui frappe déjà trop souvent les populations les plus fragiles va s’accroître de manière dramatique et que des centaines de millions de personnes en seront victimes. Qui les soignera ?

Toutes les ressources géologiques, minérales et énergétiques qui rendent notre mode de vie possible, résultats de dizaines ou de centaines de millions d’années d’évolution de notre planète – eau, gaz, pétrole, minerais, terres rares, etc. - sont en voie d’épuisement rapide. Qui les remplacera ? Et quoi ?

Sur les neuf frontières vitales pour la planète - le climat, la biodiversité, l'affectation des terres, l'acidification des océans, la consommation d'eau douce, la pollution chimique, l'ozone stratosphérique, le cycle de l'azote et du phosphore et la charge en aérosols de l'atmosphère -, quatre seuils ont déjà été dépassés, avec le réchauffement climatique, le déclin de la biodiversité, la déforestation et les perturbations du cycle de l'azote et du phosphore. L'Europe a par exemple perdu la moitié de ses populations d'oiseaux en trente ans. La biodiversité marine est en train de s'effondrer et les premières « dead zones » (zones mortes) apparaissent en mer. Ce sont des zones où il n'y a carrément plus de vie, plus assez d'interactions du fait de très fortes pollutions. Sur terre, le rythme de la déforestation demeure insoutenable.

En 2016, dès le 11 août (?) l'humanité a commencé à vivre à crédit sur la Nature, prélevant plus qu'elle ne sait remplacer. Pour tendre possible de manière durable le niveau de consommation mondiale de 2016, il faudrait 1,6 planète. Ce sera bientôt 2 ou 3. Qui saura créer une ou deux planètes supplémentaires ?

II. La spéculation et l'explosion des inégalités

Nous refusons que tous les peuples du monde se retrouvent soumis à une norme de rentabilité financière qui génère des inégalités insupportables. Comment un monde dans lequel quarante deux personnes possèdent autant que les trois milliards et demi les plus pauvres pourrait-il générer autre chose que la haine, la violence et le chaos ?

Depuis les années 1970-80 le néolibéralisme a imposé partout dans le monde des dérégulations dont l'ultime finalité est de garantir via les effets de levier (*leverage bonds*) et la multiplication des *hedge funds* une rentabilité maximale aux capitaux financiers et spéculatifs. Ces derniers sont en quête de rendements de l'ordre de 10 à 15 % par an, qui ne peuvent être obtenus que par une prédation constante et structurelle opérée sur l'économie réelle et sur la nature. Depuis longtemps déjà il n'y a plus aucun rapport entre les transactions économiques réelles et les transactions financières. Les premières ne représentent plus que 2 à 3% des transactions totales.

Si l'entrée dans le jeu du capitalisme mondial a permis aux classes moyennes de nombre de pays émergents de rattraper une partie de leur retard sur le niveau de vie de leurs homologues occidentaux, dans ces derniers, aux Etats-Unis par exemple, le niveau de vie a stagné ou diminué pour 90 % de la population depuis 1970. La grande pauvreté loin d'avoir régressé s'est accrue. Plus généralement, les normes de rigueur imposées par les institutions financières internationales donnent systématiquement la priorité aux intérêts, réels ou supposés, des marchés financiers, sur le bien être des peuples. Ainsi s'explique l'appropriation croissante de la richesse mondiale par les 1% et plus encore par les uns pour mille, pour cent mille ou pour un million.

Le vecteur premier de ce capitalisme rentier et spéculatif est la concurrence fiscale par le bas imposée aux Etats et l'existence des paradis fiscaux.

III. La corruption

Nous refusons que dans ces paradis fiscaux, dont l'existence même est un pur scandale, l'argent des banques ou des grands groupes industriels côtoie, de façon parfois indémêlable, l'argent de la spéculation, des maffias, du crime organisé ou des politiciens plus ou moins véreux.

De proche en proche, l'immensité des fortunes ainsi acquises tend à faire croire universellement que si on n'a pas accumulé beaucoup d'argent à cinquante ans ou bien avant, alors on a raté sa vie. Dans le cadre de cette norme de réussite unidimensionnelle, qui génère quatre-vingt-dix-neuf pour cent de perdants pour un pour cent de gagnants, l'accoutumance et la tolérance à la corruption gagnent toujours plus.

On en voit les effets dévastateurs dans tous les domaines. Ils sont flagrants dans le domaine du sport professionnel médiatique de haut niveau où le dopage apparaît comme un équivalent des *hedge funds* ou des *subprimes* et où l'argent occulte pénètre plus ou moins discrètement dans nombre d'instances dirigeantes des grandes fédérations sportives. Mais c'est tout aussi vrai de nombre des « experts » qui sont mis en avant par les lobbies industriels ou financiers pour influencer sur les décisions des instances démocratiques. Les multiples scandales liés à la recherche médicale et pharmaceutique sont là pour en témoigner. Et comment la presse et les *medias* pourraient-ils effectivement et pleinement rester libres dès lors qu'ils sont la propriété de uns pour mille, dix mille, cent mille ou un million ?

IV. Le gouvernement par les nombres

Au-delà même de la corruption, massive ou basique, nous refusons que les services publics ou les actions collectives orientées par le sens du bien commun soient subordonnées à une norme de gestion néolibérale qui en pervertir l'esprit.

La recherche scientifique qui visait à enrichir le savoir vu comme un bien commun de l'humanité sert d'abord désormais à déposer des brevets. Le savoir devient ainsi avant tout l'objet d'une appropriation privée en quête de rentabilité. Les universités du monde entier sont maintenant lancées dans une course folle à l'excellence dont le régulateur ultime est également la rentabilité. Plus une université sera bien classée (selon des normes d'excellence anglo-saxonne), plus elle pourra exiger des droits d'inscription élevés que les étudiants paieront car leur diplôme s'avérera rentable, plus elle pourra embaucher des enseignants eux-mêmes bien cotés qui leur permettront de progresser dans les classements, etc.

De proche en proche c'est l'ensemble du système mondial d'enseignement et de recherche, du primaire jusqu'au supérieur, qui vise moins à comprendre et à faire comprendre le monde des hommes et de la nature qu'à favoriser son appropriation marchande par une élite financière ou quasi-financière.

Même dans les organisations qui ne visent pas à la rentabilité, comme les administrations – hôpitaux, prisons, universités publiques – ou les associations, c'est de plus en plus une norme de gestion quasi-marchande qui s'impose à travers les outils du *New public management*. Dans ce cadre, il s'agit moins de faire son travail, de

soigner, d'enseigner, de chercher, etc. que de montrer et de prouver – via *reporting* et *benchmarking*– qu'on le fait en se conformant à des indicateurs chiffrés très généralement arbitraires et étrangers à l'esprit du bien commun. L'absence de la prise en considération des savoirs des premières personnes concernées dénature les dispositifs pensés sans elles.

Paradoxe : les entreprises les plus rentables et efficaces, même parmi les plus grandes, sont souvent celles qui ont renoncé aux outils du *néo-management*. Les entreprises elles-mêmes entendent se libérer !

V. La dégradation du travail

Nous refusons d'assister année après année à l'anéantissement de tous les espoirs d'amélioration de la condition salariale qui étaient nés après la deuxième guerre mondiale, qui avaient commencé à se réaliser dans les riches pays occidentaux, et dont on avait pu croire qu'ils allaient peu à peu s'universaliser.

À rebours de ces espoirs légitimes, avec le triomphe de l'idéologie néolibérale, on assiste depuis les années 1980, à la mise en place d'un jeu économique mondial délétère. Les pays émergents rivalisent dans une surexploitation salariale digne du 19^{ème} siècle européen et dans le viol de toutes les normes environnementales et sanitaires. Surexploitation à laquelle les pays dits avancés ne savent réagir qu'en diminuant les salaires, en érodant les protections sociales, en créant du chômage et en différant indéfiniment l'indispensable transition, écologique.

Cette mise en lutte mondiale de tous les salariés contre tous les salariés, via leurs patrons interposés, permet un transfert des salaires aux capitaux de l'ordre de 10 à 15 % de la valeur mondiale ajoutée. Ces 10 à 15 % qui vont aux 10 % les plus riches et, surtout, aux 1% ou 1 pour mille, cent mille, ou un million.

Le pire est que selon toute vraisemblance cette concurrence salariale généralisée va s'étendre prochainement aux robots, souvent plus efficaces pour nombre de tâches – même des tâches intellectuelles comme l'expertise comptable ou le travail juridique – plus robustes, plus dociles et moins revendicateurs. Si cette tendance, qu'il est assez facile d'extrapoler, venait à se réaliser, alors une partie non négligeable de l'humanité, la majorité peut-être, se retrouverait économiquement inutile, alors qu'une autre partie de l'humanité, une petite élite financiarisée et numérisée penserait accéder à la toute-puissance, voire à une éternité fantasmée en s'augmentant de toutes les ressources électroniques possibles. Le rêve transhumaniste se révélerait barbarie absolue.

VI. L'affaîsissement de la démocratie

Toutes les évolutions pointées ci-dessus aboutissent à vider de sens l'idéal démocratique, à le rendre purement formel et rhétorique, de plus en plus insignifiant pour le grand nombre. Nous refusons cette montée de l'insignifiance démocratique parce que nous savons qu'il n'y pas

d'autre avenir vivable pour l'humanité que celui qui passe par l'universalisation (ou la pluriversalisation), de l'aspiration démocratique, faisant de tous les habitants de la planète, y compris les plus fragiles, des citoyens du monde, *i.e.* des sujets actifs dans le façonnage de leur destin.

Mais une telle universalisation-pluriversalisation de la démocratie suppose sa reviviscence et sa radicalisation. Dans les années 1990, après la chute du Mur de Berlin, tous les experts prophétisaient que la « transition démocratique » allait s'effectuer dans tous les pays qui n'avaient pas encore intégré les règles de la démocratie parlementaire. La prophétie tardant à se réaliser, certains pays occidentaux, Etats-Unis en tête crurent devoir accélérer le processus en intervenant militairement. On ne pouvait rêver moyen plus efficace de discréditer en profondeur jusqu'au mot de démocratie. A se demander presque si ce n'était pas le but recherché. Toujours est-il qu'il en est résulté l'explosion des haines, les guerres civiles et le chaos que nous connaissons actuellement.

Dans les pays de tradition démocratique ancienne, la révolution des droits de l'homme s'est poursuivie et approfondie, permettant l'accès à la visibilité sociale et politique des femmes, d'abord, puis de divers groupes minoritaires qui ont pu faire reconnaître leurs droits, même si des pans entiers de la société victimes de toutes sortes de discriminations pour précarité sociale sont restés à l'écart de ce mouvement. Mais cette nécessaire conquête des droits n'a pas été sans effets pervers. La juridisation croissante des rapports sociaux les subordonne de plus en plus au règne des spécialistes. La financiarisation et la médiatisation de la démocratie parlementaire ont généré une professionnalisation croissante du jeu politique qui a peu à peu exclu les citoyens du jeu politique et les a déresponsabilisés. Les politiques professionnels s'agitent sur la scène politique en promettant d'offrir toujours plus de droits ou, au contraire, par un mouvement de balancier inverse, toujours plus de répression.

Mais ce qui reste non questionné c'est l'exclusion des citoyens du champ des décisions politiques effectives. Il reste maintenant à compléter la révolution des droits de l'homme par une révolution des devoirs du citoyen. Le devoir de contribuer à la survie de la planète et des valeurs démocratiques.

VII. La montée des haines.

Bien sûr, nous refusons tout ce qui alimente les haines, les exclusions, les stigmatisations, les dénis de reconnaissance, les guerres, civiles ou internationales. Ces dernières revendiquent fréquemment l'alibi des religions. Mais ce n'est qu'un alibi.

Le pari que nous devons faire est que les guerres actuelles sont générées par tous les facteurs que nous venons d'évoquer. Elles sont la résultant de l'*hybris* des puissants de ce monde et, au premier chef de l'*hybris* du capitalisme financier et spéculatif.

Les religions elles-mêmes peuvent être en proie à l'*hybris* et justifier alors les pires massacres, les pires infamies. Mais dans leur essence elles sont des machineries

symboliques dont la fonction est de permettre à la paix de triompher sur la guerre en limitant le désir de toute-puissance des humains.

C'est ce rôle qu'il leur faut jouer aujourd'hui encore, mais plus que jamais, en faisant des humains des citoyens et en les rappelant à leurs devoirs d'humanité.

CREER

Qu'est-ce qui nous empêche d'œuvrer à éviter au monde, à nous éviter, les multiples catastrophes qui s'annoncent ? Autrement dit, qu'est-ce qui fait la force du capitalisme rentier et spéculatif et du néolibéralisme ? Une gigantesque puissance financière, assurément, capable de ruiner n'importe quel pays en un clin d'œil. L'extraordinaire puissance technique, militaire et policière que cette richesse assure. Le simplisme vertigineusement brutal de l'idéologie néolibérale et de la norme financière qu'il impose au monde par son endettement généralisé. Mais ce qui fait la force principale de ce capitalisme spéculatif n'est rien d'autre que notre impuissance apparente à définir une autre raison du monde, à dessiner les contours d'un type de société alternatif, à la fois plus séduisant et plausible. Plus digne, plus humain et plus créatif, où tous puissent déployer leur pouvoir d'agir.

Créer un autre monde en le révélant à lui-même

Pourtant ce monde-là existe déjà, la fois effectivement et potentiellement. Notre devoir est de le créer. Mais il n'y a pas à le créer de toutes pièces, bien plutôt à l'aider à se révéler à lui-même. Ces pièces sont déjà largement présentes dans les dizaines ou les centaines de milliers d'initiatives qui sourdent d'un peu partout. Dans toutes les oasis où s'inventent d'autres manières de coopérer, de produire de la richesse, de jouer ou d'inventer.

Economie positive, économie circulaire, économie du partage, économie du don, économie de la fonctionnalité, économie collaborative, économie contributive, économie symbiotique, éco-économie, économie sociale et solidaire, économie bleue, capitalisme naturel, entrepreneuriat social (social business), sobriété heureuse, décroissance, troc, givebox, bonheur national brut, biomimétisme, monnaies locales et complémentaires, banques de temps, consommation responsable, agroécologie, permaculture, microbiologie des sols, bois raméal fragmenté, potager en lasagne, reforestation, AMAP, locavores, circuits courts, bio, végétalisme, véganisme, seed bombing, achats en vrac, jeûne, entomophagie, spiruline, slow, semences libres, grainothèques, compost collectif, toilettes sèches, poulaillers de ville, éco-pâturage, bio-dynamie, hydroponie, aquaponie, fermes urbaines, traction animale, woofing, jardins partagés, incroyables comestibles, aspersion, micro-irrigation, désalinisation, villes en transition, urbanisme collaboratif, ville contributive, maison passive, éco-quartiers, éco-hameaux, éco-habitats, habitats légers (yourtes, tipis...), jardins de pluie, marais filtrants, low tech, énergies renouvelables, coopératives d'énergie, nouveaux matériaux (fullerène, graphène, borophène, stanène, carbyne, phosphorène, graphane, germanane, silicène, phosphore noir, Q-carbone, nanotubes...), économies d'énergie, stockage d'énergie, smart homes, smart grids, smart cities, LED, vélos urbains, vélos électriques, vélos couchés, bus électrique,

voiture électrique, voiture à hydrogène, véhicule autonome, autopartage, autopartage public, couch surfing, do-it-yourself (DIY), zéro-déchets, durabilité planifiée, recyclerie, repair café, upcycling, gratifierias, boîte d'échange entre voisins (givebox), boîte à livres (book crossing), café suspendu, fablab, makers, impression 3D, découpe laser, creative commons, open software, open hardware (Arduino, Raspberry Pi, littleBits...), open data, open science, open government, XPRIZE, hackerspace, hackaton, crowdsourcing, financement participatif (crowdfunding), prêt entre particuliers (social lending), finance éthique, investissement à impact social, micro-crédit, coopératives, mutuelles, revenu de base, télétravail, coworking space, tiers lieu, MOOC, TEDx, Meetup, pédagogie active (Freinet, Montessori, Steiner-Waldorf, Froebel, Reggio Emilia, système finlandais...), méditation à l'école, homeschooling, intelligence collective, design thinking, sociocratie, holocratie, médias positifs, jeu du Tao, débats citoyens, pétitions citoyennes, chaises réquisitionnées, élections par tirage au sort (stochocratie), civic tech, G1000, G10000 (débat citoyen planétaire), déclaration des droits (et devoirs) de l'humanité, médecines alternatives et complémentaires, médecines traditionnelles, endobiogénie, ethnobotanique, épigénétique, hypnose, psychologie positive, écopsychologie, résilience, yoga, méditation transcendante, pleine conscience, communication inter-espèces, musique sacrée, *overview effect*...

La difficulté est de les assembler en montrant qu'il ne s'agit pas là seulement d'initiatives localisées et temporaires, mais qu'elles forment au contraire système. Un système qu'il s'agit de rendre visible, d'instituer et de pérenniser.

Le point de départ nécessaire est le suivant. Il nous faut avant tout nous affranchir du *double bind*, de la double contrainte maniée par les marchés financiers. Ceux-ci, en effet, avec l'arme de la dette et avec l'assentiment plus ou moins forcé des gouvernements et des peuples, leur imposent un impératif de croissance indéfini du PIB. Plus ils s'endetteront pour croître et plus les prêts s'avéreront rentables. Mais les mêmes marchés rendent inaccessible cet objectif de croissance en exigeant par ailleurs une « rigueur » qui alimente la stagnation ou la récession.

La première solution envisageable pour sortir de cette situation dramatiquement paradoxante serait de renégocier ou d'abolir la dette. Mais les marchés sont trop puissants et exigeants pour que cette stratégie soit actuellement jouable, sauf éventuellement à la marge et en rusant. En tout état de cause, pour y parvenir, il faudra faire masse et convaincre le plus grand nombre qu'un autre monde est en effet possible.

L'autre solution est de nous affranchir le plus possible de la norme de croissance indéfinie du PIB. Il faut donc montrer concrètement comment il est possible et nécessaire de créer un monde de prospérité (même) sans croissance. Un monde dans lequel on vivra mieux même sans accroissement indéfini du pouvoir d'achat monétaire marchand. Cet enrichissement monétaire qui est d'ailleurs refusé au plus grand nombre depuis longtemps déjà. Un monde de créativité partagée, seul à même de porter remède à tous les maux et à tous les dangers exposés plus haut.

Un monde dans lequel on vivra mieux :

- Parce que les richesses seront mieux réparties et parce que les biens produits, partageables et échappant à la course à l'obsolescence programmée, se révéleront infiniment plus utiles pour un même prix d'achat.
- Parce que même les plus riches, toutes les études le montrent, sont plus heureux dans un monde moins inégalitaire, un monde de commune humanité et de commune socialité partagée.
- Parce que dans une société plus juste et plus prospère, l'agressivité, la délinquance et les haines sont en chute libre.
- Parce que dans une société où chacun est amené à prendre soin de la nature et des autres on respire mieux, on boit de l'eau non polluée, les températures restent raisonnables, on vit plus longtemps en bonne santé physique et psychique. En harmonie avec le vivant.

Dans ce monde de créativité partagée :

- la Justice ne se borne pas à sanctionner, elle est réparatrice. La Prison, également, parce qu'elle se soucie de la réinsertion des détenus, évite les récidives au lieu de les susciter.
- Les institutions de santé ne se bornent pas à soigner les maladies, elles contribuent à les prévenir. La guerre à la pollution est le premier facteur d'amélioration de la durée de vie.
- L'École n'est pas faite pour sélectionner les meilleurs selon des normes académiques souvent dépassées mais pour apprendre à tous comment accéder à une vie meilleure en coopérant et en développant une créativité multiforme, artistique, scientifique, culturelle, sportive, démocratique, psychologique, etc.
- L'Université et la Recherche ne sont pas organisées pour permettre à des brillants sujets de faire fortune ou à des laboratoires privés de déposer des brevets, mais pour aider l'humanité à mieux comprendre elle-même et l'univers.
- Les entreprises ne sont pas la propriété des seuls actionnaires. Socialement et environnementalement responsables, elles sont des agences d'une créativité subordonnée à la recherche du bien commun de l'humanité.

Une cohérence alternative

Mais cette visée d'une société plus harmonieuse, les milliers d'initiatives évoquées ici, tout cela peut-il constituer un projet politique potentiellement cohérent, capable de nous faire sortir de la rivalité rituelle entre partis de gouvernement qui, tous, se prétendent seuls capables de faire revenir la croissance du PIB ?

Eh bien ! la réponse est maintenant clairement oui, comme l'attestent, en France par exemple, l'Appel d'Edgar Morin et les propositions exposées, par des dizaines d'analystes reconnus dans *Eléments d'une politique convivialiste* en juin 2016 et dans *Les jours heureux* en septembre 2016. Bien sûr, toutes les propositions exposées dans ces deux ouvrages ne vont pas dans le même sens. Certaines sont plus radicales ou plus prudentes que d'autres, comme c'est le cas dans tous les partis politiques. Mais prises dans leur ensemble elles montrent la forte cohérence de cet autre monde en gestation qui entend maintenant devenir pleinement visible à ses propres yeux pour pouvoir l'être aux yeux de tous. Seule cette cohérence peut apporter réponse aux terrifiants

problèmes actuels du monde. Les grandes lignes peuvent en être assez aisément énoncées.

Le monde qu'il nous faut créer doit

I. Garantir la survie de la planète. Pour préserver l'avenir de la planète, il faut ne pas prendre à la nature plus que ce qui peut lui être rendu. Limiter le réchauffement climatique à 1,5° maximum d'ici 2050 et, pour cela donner la priorité absolue aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie. Combattre l'érosion et la pollution des sols ou des mers comme la disparition des espèces en pratiquant l'agrobiologie et en évitant la surpêche.

II et III. Lutter contre la spéculation, la corruption et l'explosion des inégalités. Pour lutter contre la spéculation, la corruption et l'explosion des inégalités, il est nécessaire d'interdire la confusion des banques d'affaires et des banques de dépôts, et leur recours à des paradis fiscaux qu'il est vital de mettre en voie d'extinction la plus rapide possible. Rendre illégales ou, pour commencer, illégitimes, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté en énonçant une norme de revenu minimum garanti et de revenu maximum acceptable, ainsi qu'une norme de patrimoine maximum. Le point essentiel à faire comprendre est que tout le monde vit mieux, même les plus riches, dans des sociétés moins inégalitaires.

IV Renoncer au gouvernement par les nombres. Il est légitime qu'au sein d'une organisation, entreprise, équipe, association, etc. ceux qui ne font pas leur part de travail se le voient signifier. Mais plutôt que de prétendre tout contrôler en objectivant les multiples tâches à accomplir par une mathématisation fantasmagique, le plus sage est de (se) parler, de faire un pari de confiance et de privilégier les motivations intrinsèques (sens du devoir, goût des autres, plaisir de créer) sur les motivations extrinsèques (appât du gain, du pouvoir ou de la gloire). On ne peut pas laisser à des indices quantitatifs le soin de décider de ce qu'il faut faire ou non dès lors que ce qui compte plus pour nous c'est la qualité de la vie, la qualité des services et leur contribution au bien commun. De cela il doit être délibéré. Ce choix qui s'avère payant même dans les grandes entreprises est indispensable pour faire naître une société de la créativité. Il doit prévaloir dans toutes les institutions : Ecole, Université, Hôpital, Justice, Prison, etc.

V. Sauvegarder le travail et l'emploi en développant des alternatives économiques. Pour éviter la scission de l'humanité ordinaire entre travailleurs surexploités et jetables, d'un côté, chômeurs rendus inutiles au monde de l'autre, et pour permettre à tous de vivre mieux et à chacun de trouver sa place dans une société sans croissance structurelle du PIB, il faut :

- favoriser la démarchandisation de l'économie ;
- relocaliser et reterritorialiser les activités de base ;
 - développer les emplois indispensables à la transition énergétique et écologique ;
- universaliser les normes de protection sociale et salariale les plus civilisées
 - convertir les gains de productivité engendrés par l'automatisation et la robotisation en diminution du temps de travail subordonné et non en chômage.

Ce dernier point est particulièrement important. Le fait que machines et robots se révèlent de plus en plus capables de remplacer les humains pour tout un ensemble de tâches peut être vu et traité soit comme une malédiction apocalyptique, soit comme une bénédiction. Pour que la seconde hypothèse se réalise, il faut que l'humanité soit le plus possible libérée des contraintes matérielles asservissantes pour pouvoir se livrer aux activités proprement humaines : prendre soin les uns des autres et de la nature, développer sa créativité et son pouvoir d'agir dans le champ de la culture ou du sport, inventer une société pleinement coopérative et démocratique. Il faut également que soit pleinement reconnue la contribution des personnes les plus pauvres à la construction commune.

VI. Revivifier l'idéal démocratique. Le néolibéralisme fait valoir qu'il favorise pleinement la liberté individuelle. Mais celle-ci est réservée à ceux qui en ont les moyens financiers, et elle s'exerce au détriment de la liberté collective, *i.e.* de la possibilité des sujets, des citoyens, de décider librement de leur avenir commun. En cela, le néolibéralisme apparaît comme le contrepoint des totalitarismes du 20^{ème} siècle qui sacrifiaient les libertés individuelles au profit d'une liberté collective imaginaire. L'enjeu du 21^{ème} siècle est de développer une relation équilibrée entre libertés individuelles et collectives. Il est nécessaire pour cela d'abolir le monopole des politiciens professionnels sur les décisions collectives en développant une démocratie participative effective - et non rhétorique et instrumentalisante - à travers des formes de démocratie directe, télévisuelle et électronique. Il s'agit de gouverner avec le peuple plus qu'en son nom.

VII. Surmonter les haines. Ce n'est que dans un tel cadre qu'il pourra être répondu à la montée des haines en transformant celles-ci en différends et en faisant des ennemis de simples adversaires.

Comment

Ainsi énoncées, sans entrer dans les détails de leurs modalités d'application, ces orientations générales peuvent sembler utopiques. Non parce qu'elles seraient intrinsèquement irréalisables, bien au contraire, mais parce qu'on voit trop que leur mise en œuvre suppose de s'attaquer à des puissances colossales, financières, économiques, politiques, médiatiques, policières, criminelles, etc. Et parce que si l'on mesure bien la force des ennemis à combattre, on ne sait pas trop quelles forces leur opposer en face. Trop fragmentées, éparses, sans moyens, incapables et souvent non désireuses de se coordonner. Le combat semble perdu d'avance. Voilà qui renvoie à la question de notre impuissance. C'est de ce sentiment d'impuissance qu'il nous faut sortir. Dont nous avons le devoir civique de sortir.

Une de ses composantes tenait à l'impression que nous n'avions pas de vision suffisamment cohérente d'une organisation sociale désirable à opposer au simplisme dévastateur mais systématique du néolibéralisme. Cette hypothèque est levée. Nous savons bien en réalité comment vivre demain mieux qu'aujourd'hui et comment faire naître pour demain des jours plus heureux que ceux, dramatiques, que prépare le capitalisme rentier et spéculatif. Mais la question, décisive, qui reste irrésolue est celle de savoir quelle forme de coordination instaurer entre tous ceux qu'anime le sens du bien commun de l'humanité et des citoyens associés.

Ceux-là, nous autres, nous ne voulons pas être embrigadés dans une méta-organisation, dans une forme ou une autre de parti supposé d'avant-garde, dans l'attente des consignes que délivreraient un sommet ou des experts éclairés, parlant et agissant à notre place. Ce désir que nous avons tous d'agir non *pour* nous-mêmes – nous sommes soucieux du bien commun – mais *par* nous-mêmes, est notre force, mais il est aussi notre grande faiblesse. Comment nous affronter ainsi à des ennemis puissamment organisés, eux, et même, comme les marchés financiers, organisés automatiquement par des ordinateurs qui réagissent à la nano-seconde ? La seule réponse possible, la seule forme de coordination envisageable est une coordination symbolique, une coordination par les valeurs que nous avons en partage. Seul ce sentiment d'agir pour les mêmes raisons, en fonction des mêmes buts, est susceptible de donner une force immense aux multiples combats apparemment sans rapports que mènent le lanceur d'alerte qui dévoile un scandale pharmaceutique en France ou financier au Panama, le paysan qui lutte pour la survie de sa petite exploitation non polluante au Sri-Lanka, les Indiens du Pérou ou d'Equateur en quête du *buen vivir*, le subcommandante Marcos au Chiapas, les journalistes russes turcs ou chinois qui dévoilent au péril de leur vie ou de leur liberté, les meurtres, les forfaitures ou la corruption du pouvoir, ceux qui jour après jour, inlassablement, contre vents et marées, tentent de faire « prendre » la démocratie au Moyen-Orient ou en Afrique, ceux qui en Europe de l'Est se battent pour des conditions de travail dignes, les zadistes qui s'opposent aux grands travaux inutiles, ceux qui dans les entreprises font tout pour mettre en place un management humaniste, ceux qui donnent tout ou partie de leur fortune pour soulager la misère du monde, ceux qui contre tout espoir tentent de rétablir la paix là où il n'y a plus que violences et meurtres, ceux, tout simplement, qui partagent les joies du sport ou de la création artistique, les explorateurs, les innovateurs, les inventeurs, etc., etc. Bref, potentiellement à peu près tout le monde. Beaucoup de gens en tout cas. La grande majorité. Oui, mais quelles valeurs partagent-ils vraiment ?

Quatre principes

C'est à cette question que s'est attaché à répondre en 2013 le *Manifeste convivialiste*, désormais traduit dans assez de langues et endossés par suffisamment de réseaux civiques à travers le monde, pour qu'il apparaisse clairement pour ce qu'il est. Non pas le produit des spéculations plus ou moins arbitraires de quelques intellectuels en chambre, mais l'explicitation, l'axiomatisation des valeurs qui animent effectivement tous ceux qui combattent, chacun à sa manière, l'hégémonie du capitalisme rentier et spéculatif. Ces valeurs, le *Manifeste convivialiste* les formule en quatre principes :

- Un *principe de commune humanité* ou, si l'on préfère, de respect des différences, qui interdit toutes les formes d'exclusion et de stigmatisation.
- Un *principe de commune socialité* ou encore de richesse du lien social, qui stipule la nécessité absolue de veiller à la qualité des relations sociales.
- Un *principe de légitime individuation*, ou encore d'accomplissement personnel, qui précise que les rapports sociaux doivent être organisés de telle manière que chacun puisse être reconnu dans sa singularité.

Un *principe d'opposition maîtrisée et constructive*, qui affirme que l'objectif politique premier est de permettre aux humains de coopérer en s'opposant sans se massacrer (et de se donner sans se sacrifier).

À ceux qui jugeraient ces principes trop vagues et généraux, on rappellera que, terme à terme, c'est à eux que se sont opposés et s'opposent encore tous les totalitarismes ou toutes les dictatures, dictatures financières comprises. On peut également juger de leur effectivité à partir de ce que vivent les personnes les plus fragiles socialement.

Il n'est sans doute pas indifférent non plus d'observer que le premier exprime l'aspiration centrale du communisme, le deuxième celle du socialisme, le troisième celle de l'anarchisme et le quatrième celle du libéralisme républicain. Et il n'est sans doute pas trop hardi de faire l'hypothèse que ces quatre valeurs clés sont communes à toutes les religions.

C'est dans cette forte convergence, une convergence morale, n'hésitons pas à le dire, que réside notre principale source d'espoir. Ne nous berçons pas d'illusions. Il n'y a à peu près aucune chance qu'un gouvernement élu où que ce soit dans les conditions actuelles ait la force suffisante pour mettre résolument en œuvre le programme esquissé ci-dessus quand bien même il le désirerait sincèrement. Il ne pourra le faire que porté par un très fort soulèvement de l'opinion et si possible à l'échelle mondiale. C'est pourquoi l'affichage de la convergence de toutes les idéologies politiques héritées, des savants ou des philosophes, des représentants de toutes les religions est absolument vital. Nous n'avons aucun moyen de pression matérielle à opposer aux puissants du moment qui mènent le monde à sa ruine. Le seul levier dont nous disposons est l'appel au sens des responsabilités et la capacité de faire honte à ceux qui violent les principes de commune humanité, commune socialité, légitime individuation et d'opposition contrôlée.

Beaucoup, les esprits forts, les habiles et les semi-habiles, souriront avec dédain à l'évocation de ces notions morales. Peut-être parce qu'ils sont déjà contaminés, sans le savoir, par le cynisme consubstantiel à l'idéologie néolibérale. Prenons un exemple. Le combat principal à mener contre la passion de la démesure, contre l'*hubris*, passe par la lutte contre l'intolérable explosion des inégalités que nous connaissons depuis trois ou quatre décennies et dont procèdent la plupart des maux qu'il nous faut affronter. C'est à cette fin qu'un projet politique civique et convivialiste préconise l'instauration d'un revenu et d'un patrimoine maximums. Mais même si un gouvernement peut prendre certaines mesures allant en ce sens, il est trop clair qu'il se révélera vite impuissant hors de ses frontières. Il est donc indispensable que ce soient les plus riches eux-mêmes, portés par l'opinion publique, qui décident de renoncer à ces richesses vertigineuses dont ils n'ont manifestement aucun besoin et qu'ils fassent honte à ceux de leurs collègues qui ne les imiteraient pas. C'est d'abord une conversion générale de l'opinion qu'il s'agit d'enclencher. Les législations suivront. Elles ne peuvent pas la précéder.

En un mot

La révolution des droits de l'homme est loin d'être achevée. Dans nombre de pays, tout ou presque reste à faire. Mais en Occident, en partie contaminée par l'idéologie néo-libérale et mise au service du capitalisme rentier et spéculatif, elle tend à se dévoyer en un hyper-individualisme irresponsable. Il lui faut maintenant se

compléter d'une révolution des responsabilités du citoyen. Des responsabilités dont chacun s'acquittera à hauteur de ses moyens et de ses désirs. Mais en sachant que ce qui est en jeu n'est rien d'autre que la survie de la planète et d'une certaine idée de l'humanité et de sa dignité. Le jeu en vaut peut-être la chandelle, n'est-il pas vrai ?

[1] Déclaration inspirée entre autres par l'Appel d'Edgar Morin, « Changeons de voie, changeons de vie », par les *Eléments d'une politique convivialiste* (par les convivialistes et Alain Caillé) Le Bord de l'eau, juin 2016), le Pacte des jours heureux, l'Appel du Bourget, les analyses du Pacte civique, de Dialogues en humanité, de Pouvoir citoyen en marche, etc.